

ARRETE DU MAIRE

N° 492/16 du 05 DEC. 2016

Réglementant provisoirement la circulation sur la ROUTE de TIATI à LA CONCEPTION, VILLE du MONT-DORE.

**Le Maire de la Ville du MONT-DORE,
Officier de Police judiciaire**

Vu la Loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la Loi modifiée n°99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie, et notamment les dispositions de ses articles L.131-3 et L.131-4 relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu le code de la route de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la demande de la Calédonienne des Eaux en date du 4 OCTOBRE 2016 - réf : CDE.MD/196/2016;

Vu l'arrêté n°184/14 du 17 avril 2014 portant délégation de signature au profit du Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore, Monsieur Thierry MARTINEZ ;

Afin de permettre à la CALEDONIENNE DES EAUX, la réalisation d'un branchement sous accotement et sous chaussée sur la ROUTE de TIATI à LA CONCEPTION, VILLE du MONT-DORE, pour alimenter la propriété de Monsieur DHOU ARNOLD, il convient pour des raisons de sécurité, de réglementer la circulation sur la voie ci-après indiquée, comme suit :

ARRETE

Article 1 – Dans le cadre de la réalisation d'un branchement sous accotement et sous chaussée sur la ROUTE de TIATI à LA CONCEPTION, VILLE du MONT-DORE, pour alimenter la propriété de Monsieur DHOU ARNOLD, il est demandé aux usagers, pendant **6 mois à compter de la date de réception de l'autorisation de voirie**, de faire preuve de la plus grande prudence et de se conformer à la signalisation mise en place par la Calédonienne des Eaux (C.D.E.).

Article 2 – Le dispositif de signalisation réglementaire sera posé par la C.D.E sous le contrôle de la Direction des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore. **La C.D.E veillera à ce que le chantier soit laissé chaque soir, propre et sécurisé pour les usagers.**

Article 3 – Le retour à la circulation normale se fera sans préavis dès la fin des travaux.

Article 4 – Sanctions : les contrevenants au présent règlement seront passibles des peines prévues par l'article R.223 du code de la route de Nouvelle-Calédonie.

Article 5 - Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Mairie, affiché en Mairie et notifié à l'intéressée.

Article 6 – La CDE, le Chef de la Police Municipale, le Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville et la Gendarmerie de PONT-DES-FRANCAIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

AMPLIATIONS	
Intéressé(e) (CDE).....	1
Gendarmerie de PONT DES FRANÇAIS.....	1
DSTP (affichage).....	1
Police municipale.....	1
S.A.G (registre).....	1

Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur des Services
Techniques et de Proximité

Thierry MARTINEZ

